

*Le logement*

Mais le jour fatidique est venu où ils ont présenté cette mesure à la Chambre et ont fait face à l'opposition des députés de ce côté-ci de la Chambre; mais, de fait, ils auraient peut-être pu la faire adopter. Mais le voulaient-ils vraiment? J'en doute, parce qu'ils auraient pu mettre cette mesure en délibération à la Chambre et la faire adopter avant Noël en 1979, afin de pouvoir défendre leur budget pendant le congé de Noël, mais ils ont préféré ne pas présenter le bill, de ne pas le faire adopter à la Chambre, mais plutôt de . . .

**M. Jarvis:** Après combien de journées de débat?

**M. Blais:** . . . passer aux mesures budgétaires.

**M. Jarvis:** Sept jours de débat.

**M. Blais:** Ils ont opté pour la mesure budgétaire . . .

**Une voix:** Vous avez fait de l'obstruction.

**M. Blais:** . . . tout en sachant fort bien qu'ils ne réussiraient pas à la faire adopter et qu'ils devraient défendre leur budget, le budget «mukluk», devant les Canadiens. Je ne pense pas qu'un gouvernement sage aurait voulu être défait. Si les députés d'en face voulaient vraiment faire adopter un bill sur le logement, ils auraient opté pour l'adoption du bill sur le logement. Je veux dire, s'ils s'intéressaient à la question du logement, sinon, une défaite certaine les guettait. Puisqu'ils ont opté pour le budget, c'est certainement parce qu'ils ne voulaient pas faire adopter le bill sur le logement. J'imagine que je m'exprime de façon un peu tortueuse, mais leur raisonnement me semble bien évident. Ils ont préféré affronter la défaite plutôt que d'examiner le bill sur le logement.

**M. McCauley:** C'est un syndrome conservateur.

**M. Blais:** Cela m'a beaucoup chagriné, mais pas du tout surpris car ils ont effectivement reçu des instances de groupes qui s'occupent d'habitation, y compris ACHDU . . .

**M. Cosgrove:** L'IAU.

**M. Blais:** . . . et l'IAU, l'Institut d'aménagement urbain qui a demandé que cette mesure soit adoptée, que le sage ministre chargé des questions urbaines . . .

**M. Cosgrove:** Du logement.

**M. Blais:** . . . du logement . . .

**M. Jarvis:** Voilà une partie du problème! Vous ne le savez pas vous non plus!

**M. Blais:** Cet organisme a déclaré: «Comme le sage ministre chargé du logement l'a présentée à la Chambre, adoptez cette mesure».

**M. Jarvis:** Vous avez mis là le doigt en plein sur le problème!

**M. Blais:** «Adoptez cette mesure le plus vite possible car nous en avons besoin dans le secteur du logement». Ils sont en train de se tourner les pouces là-bas. Regardez-les! Ils se tournent les pouces . . .

**M. Jarvis:** Je veux parler.

**M. Blais:** . . . en attendant que quelque chose se produise, car ils ne veulent pas proposer d'initiative de leur propre chef.

En effet, je pense que le logement a besoin d'un sérieux coup de pouce.

[Français]

Il n'y a aucune dispute à ce sujet. En ce qui touche au logement, et l'on sait que je viens du Nord de l'Ontario, effectivement dans ma région on vient de faire des mises à pied substantielles dans l'industrie de la forêt, parce qu'il existe une demande très faible pour le bois de construction, et que cela a réduit la production et a créé des mises à pied. On se souviendra que tout récemment le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a annoncé la conclusion d'une entente fédérale-provinciale avec la province d'Ontario, grâce à laquelle il va encourager l'emploi de 2,000 employés dans l'industrie de la forêt dans le Nord de l'Ontario, lesquels ont été mis à pied à cause de l'absence du marché. Effectivement, on ne peut pas avancer que ce marché se résume simplement au marché canadien et qu'un bill comme celui-ci, ou n'importe quel autre bill au Canada, sera suffisant pour régénérer le marché du logement qui pourrait justifier une augmentation d'emplois dans ma région, parce que la grande partie de tout ce qui est manufacturé, de tout ce qui est produit dans ma région dans l'industrie du bois est exporté vers les États-Unis, et lorsque le marché des États-Unis, tel qu'on le connaît, est très faible, effectivement, cela réduit le nombre d'emplois dans ma région. Et on reconnaît, monsieur le président, que la cause première de cette mise à pied est effectivement les hauts taux d'intérêt, qui dépendent des hauts taux d'inflation, parce que, lorsqu'on analyse toute la situation, et tout le monde est d'accord là-dessus, le problème principal c'est le taux élevé d'inflation que nous connaissons depuis trop longtemps. Effectivement le gouvernement s'est saisi de cette question et a dit: On va réduire l'inflation. En réduisant l'inflation cela va faire baisser les taux d'intérêt. En baissant les taux d'intérêt, cela va donner une stabilité à l'économie, ce qui voudra dire que les gens seront prêts à faire des investissements dans les domaines commercial et résidentiel. Et une fois qu'ils auront fait ces investissements, on aura une demande accrue et pour le logement et pour le bois qui sert au logement. Donc cela créera des emplois dans ma région. Entre-temps, je suis très redevable au ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui a su choisir ma région afin de pouvoir l'aider et aider aux gens dans le Grand Nord qui ont perdu leur emploi à cause de la faiblesse du marché de l'emploi.

● (1750)

[Traduction]

En effet, l'accord qui permettra aux quelque 2,000 bûcheurs et travailleurs du bois temporairement mis à pied de continuer à travailler dans des secteurs connexes malgré le marasme que connaît actuellement cette industrie, était une excellente initiative de la part du ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il aura fallu non seulement sa bonne volonté et celle du gouvernement, mais également celle de la province de l'Ontario, qui a offert sa collaboration, ainsi que des exploitants forestiers du nord de l'Ontario qui ont admis que le marché est plutôt stagnant dans l'industrie forestière.